



Maison de l'Europe
Rennes - Haute Bretagne



EUROPE DIRECT
Rennes - Bretagne

CAP À L'UEST



avec le soutien de



Le journal de la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne – Centre EUROPE DIRECT

N° 2 - Avril 2026

www.maison-europe-rennes.org

SUBMERGÉ·E PAR LES INFOS, EN QUÊTE DE VÉRITÉ !



Bonne lecture !

Notre rôle contre la désinformation

La désinformation n'est pas un phénomène nouveau. Aujourd'hui, "simplement", elle circule plus rapidement : sur les réseaux numériques, en atteignant un public plus large, sous des formes difficiles à identifier. C'est pourquoi elle s'impose au cœur des débats en Europe, à la fois comme un enjeu médiatique mais aussi comme une question centrale de confiance dans l'information et les institutions.

La République tchèque, anciennement la Tchécoslovaquie, le pays d'où je viens, a fait partie pendant plusieurs décennies de la sphère d'in-

fluence soviétique, où l'espace public était marqué par la censure et une propagande systématique. L'information n'était pas neutre, mais constituait un instrument de pouvoir. La transformation après la Révolution de velours, largement portée par les étudiants, a ouvert la voie à la liberté d'expression et à un espace public pluraliste, conditions essentielles au développement du pays.

L'Histoire montre à quel point la manipulation de l'information peut fragiliser la confiance envers l'État et entre les individus. Aujourd'hui, cette pression réapparaît : aux conflits armés

s'ajoutent des tentatives ciblées d'influencer l'opinion publique à travers l'Europe.

La désinformation ne prend plus uniquement la forme de grandes campagnes de propagande. Elle se diffuse souvent de manière plus discrète (e-mails, réseaux sociaux, proches). Les personnes les plus vulnérables sont souvent les générations plus âgées, qui n'ont pas grandi avec le numérique. C'est là que notre rôle entre en jeu : ayant grandi avec Internet, nous disposons d'un avantage réel pour nous orienter dans l'espace en ligne, identifier des contenus douteux

et, surtout, transmettre ces réflexes aux autres.

Les jumelages entre villes européennes ou les actions d'associations comme la nôtre encouragent le débat et contribuent directement à renforcer l'esprit critique des citoyens. Cette dynamique constitue l'une des conditions du maintien des valeurs européennes, fondées sur l'ouverture, le dialogue et la responsabilité. Elle permet de lutter efficacement contre la désinformation.

Marie Junkerová

Stagiaire de la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne

La Hongrie d'Orban fragilisée : tensions avec l'UE et incertitude électorale

La Hongrie de Viktor Orban au coeur des tensions européennes.

« La machine oppressive de Bruxelles fonctionne encore en Hongrie – nous la balayerons après [les élections] », affirme Viktor Orban, Premier ministre hongrois. Ce dernier, au pouvoir depuis 16 ans, se trouve aujourd'hui inquiété, les sondages plaçant son opposant de centre droit, Peter Magyar, en tête des élections législatives.

La Hongrie se trouve dans une situation économique et sociale complexe. Elle est considérée comme le pays le plus corrompu et liberticide de l'Union européenne, ainsi que l'un des plus pauvres. Le Premier ministre d'extrême droite affirme vouloir construire ce qu'il appelle un « État illibéral », contre l'État de droit. Cela en

réduisant au silence les voix dissonantes, des sphères académiques, journalistiques et de la population civile, en plus d'avoir restreint les droits des minorités. Le gouvernement met en place une politique très nationaliste, comme l'explique Orban : « Nous aussi, nous pouvons (...) chasser de Hongrie l'influence étrangère qui limite notre souveraineté. »

déployé des agents du renseignement hongrois pour espionner et influencer les hautes instances de celle-ci.

Depuis, les tensions entre le gouvernement du Premier ministre hongrois et la Commission européenne ont commencé à se multiplier. Elles se traduisent aujourd'hui par des sanctions concrètes, notamment le gel d'une partie des fonds européens destinés au pays. A travers cela, l'UE souhaite faire pression sur la Hongrie afin qu'elle respecte les règles communes. Le scrutin du 12 avril est donc déterminant, aussi bien pour les Hongrois que pour la stabilité de l'Union européenne.

Ingérence et espionnage

Il fait face à des accusations d'ingérences judiciaires, de corruption, de manipulations électorales, d'utilisation abusive des fonds européens, et est accusé d'ingérence étrangère et d'espionnage des institutions de l'UE. Ce dernier scandale de collusion avec la Russie replace la Hongrie au centre des inquiétudes dans l'Union européenne. Viktor Orban aurait

Louann Marrec, Loup Chéneau

Lycée Ernest Renan
de Saint-Brieuc (22)



Le Premier ministre hongrois Viktor Orban, le 23 mars 2026.

AFP / ANITA KISBENEDEK

Quand la désinformation fait vaciller la démocratie : le cas de la Roumanie

En novembre 2024, la Roumanie a été confrontée à une situation exceptionnelle : l'annulation de son élection présidentielle. Ce cas soulève une question essentielle : jusqu'où les fausses informations peuvent-elles influencer une démocratie ?

A quelques semaines de l'élection présidentielle roumaine en décembre 2024, le candidat indépendant d'extrême droite, Călin Georgescu, était encore marginal dans les sondages. Pourtant, il est arrivé en tête du premier tour avec près de 23 % des voix, après une campagne numérique intense. Les autorités roumaines évoquent « de multiples irrégularités et violations de la législation électorale qui ont faussé le caractère libre et équitable du vote des citoyens ». Sous-entendu, une opération d'ingérence étrangère, reposant sur la diffusion massive de contenus mensongers sur TikTok visant à influencer l'opinion publique.

L'ombre du Kremlin

Un vaste réseau d'influenceurs, proches des cercles russes, a été mobilisé. Une particularité apparaît : ils ne mentionnent jamais directement le nom de Georgescu. Mais sous leurs vidéos, les commentaires sont largement saturés de messages favorables à ce dernier. Des comptes utilisant des logos d'institutions officielles ont également été créés afin de faire croire que Călin Georgescu avait le soutien de ces organisations.

Une annulation historique

Face à ces éléments, la Cour constitutionnelle décide le 6

décembre 2024 d'annuler le scrutin, une première historique. Elle estime que les conditions d'une élection libre et équitable n'étaient plus réunies, notamment, en raison d'un déséquilibre entre les candidats et d'une altération du vote des citoyens. Cette décision, rare dans une démocratie européenne, met en lumière un

enjeu majeur : la désinformation peut aujourd'hui fragiliser directement les processus démocratiques. À travers les réseaux sociaux, des acteurs peuvent orienter les perceptions, amplifier certains discours et créer des dynamiques artificielles. Si cette annulation vise à protéger la démocratie, elle alimente aussi la défiance envers les institutions, certains responsables politiques dénonçant une confiscation du vote. Le cas roumain dépasse ainsi ses frontières et pose une question essentielle : comment garantir des élections libres à l'ère du numérique ?



Călin Georgescu lors d'une conférence de presse, en mars 2025.

CCO 1.0 AUR Alianța pentru Unirea Românilor

Jean Guichard, Amélie Menoux

Maison de l'Europe de Rennes
et Haute Bretagne

L'aventure ERASMUS + aux Canaries

Dix élèves du lycée Victor et Hélène Basch (Rennes) ont découvert Gran Canaria. Elles nous racontent.

Du 14 au 20 décembre 2025, nous sommes parties avec deux de nos professeures aux Canaries pour une mobilité Erasmus +. Nous étions un peu effrayées de prendre l'avion pour la première fois pour certaines d'entre nous mais nous avons beaucoup gagné en autonomie grâce à cette mobilité.

C'était incroyable !

Nous avons découvert la culture canarienne en réalisant des visites, des activités d'artisanat manuel... Nous avons visité une plantation de café et déguster des fruits exotiques : ce sont des moments inoubliables ! L'aquarium de Las Palmas était fantastique !

Nous avons du nous adapter à la vie des familles espagnoles qui mangiaient bien plus tard que nous : vers 21h30 !

Nous avons progressé en



Remise des diplômes le dernier jour.

espagnol bien sûr car nous avons osé prendre la parole dans les familles.

Le lycée espagnol est plus "cool"

Nous avons aussi découvert que le lycée espagnol IES La

Isleta était très différent du nôtre. Les relations entre les élèves et les professeurs sont beaucoup plus détendues. Les élèves tutoient leurs profs et les appellent par leur prénom ! L'ambiance dans ce petit lycée était vraiment accueillante. Nous avons vu que le lycée est

très engagé sur le domaine de l'inclusion, des droits des femmes, de la lutte contre les discriminations. Nous avons participé à un atelier de sensibilisation à la migration. Nous avons été touchées de rencontrer de jeunes migrants.

Nous avons renforcé aussi les liens entre françaises car nous étions un petit groupe et nous avons tissé des liens avec les profs qui nous accompagnaient.

Cette mobilité Erasmus + nous a permis de nous rendre compte des points communs et des différences qui existent entre la France et l'Espagne.

Merci à Erasmus +

Si vous souhaitez découvrir notre journal de voyage (en espagnol) : cliquez [ici](#)

Lycée Victor et Hélène Basch de Rennes (35)

La désinformation : problème pour les démocraties

Les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle ont fait émerger de nouveaux défis en matière d'information impartiale et transparente. Ils mettent en péril le fragile équilibre démocratique.

La démocratie est née comme un rejet de la tyrannie et repose sur des principes tels que l'égalité et la participation politique, avec un transfert formel du pouvoir des mains de quelques-uns au bénéfice du plus grand nombre. À l'époque contemporaine, la démocratie a subi un processus d'évolution qui l'a transformée, la confrontant à de nouvelles menaces et de nouvelles complications dans l'exercice du pouvoir par le peuple.

Des menaces réelles

Les réseaux sociaux ont alimenté le problème de la polarisation politique, en augmentant la haine envers l'autre. Les algorithmes, en exploitant le

système des « chambres d'écho », tendent à montrer à chaque utilisateur des contenus conformes à ses idées, incitant chacun au mépris d'un opposé qui, dans la plupart des cas, n'est même pas réel. Cette dynamique dégrade le dialogue démocratique en une obsession de la confrontation entre fascistes et communistes, homophobes et « woke », racistes et antiracistes, misogynes et féministes extrêmes. Tout cela au bénéfice de quelques-uns qui, en appliquant l'ancien principe du « diviser pour mieux régner », limitent la démocratie dans sa forme la plus pure afin de préserver leurs privilèges au détriment de la majorité.

L'intelligence artificielle a complexifié la notion de vérité. À l'époque contemporaine, il semble qu'une chose et son exact contraire puissent être considérées comme vraies. La technologie met à la portée de tous la possibilité de créer des contenus allant de l'inexactitude aux « deepfakes ». Une même information peut-être traitée par des groupes politiques opposés selon des vérités différentes. Dans ce scénario, le cadre décrit par Périclès, selon lequel tous doivent être capables de juger la politique, devient plus complexe et expose la démocratie à de nouvelles menaces. Ainsi, il devient nécessaire de mettre en place des mesures visant à doter les citoyens sur lesquels repose la



Logos des principales plateformes de réseaux sociaux, le 21 octobre 2020.

souveraineté des outils appropriés leur permettant de choisir une vérité orientée vers le bien commun, plutôt que vers l'intérêt de quelques-uns.

Mauro Accetta

Volontaire européen au Centre Régional Information Jeunesse BZH

Sécurité de l'information et souveraineté numérique : le pari européen

« On a un intérêt à réguler les grands réseaux chinois et états-unis que les européens utilisent majoritairement (...) La souveraineté numérique quand on parle des réseaux sociaux, elle se fait dans la capacité à réguler les contenus ».

Telle fut la réponse d'Emmanuel Macron à la question de notre journaliste « **Qu'est-ce que la France et l'Europe peuvent faire pour garantir notre souveraineté numérique ?** », lors du débat sur les réseaux sociaux organisé par Ouest-France, mercredi 3 décembre 2025.

Pour répondre efficacement aux enjeux liés au numérique, la clé semble se trouver dans l'union et le compromis afin de lutter efficacement contre les monopoles numériques favorisant les intérêts chinois et états-unis. En effet, la diversité des juridictions au sein de l'Union européenne complexifie la mise en place d'une législation commune à tous les États pourtant nécessaire et déjà en marche.



Les réseaux sociaux américains restent majoritairement utilisés par les européens.

Le pari européen

L'exemple le plus concret est la création et l'application d'une législation régulant l'activité des géants du numérique au sein de l'UE : le Digital Service Act

(DSA). Il permet de définir des responsabilités claires sur les plateformes en ligne, réguler les discours haineux et la désinformation, assurer une plus grande transparence et encourager l'innovation technologique dans l'UE.

Cependant, l'ancien commissaire européen, Thierry Breton, interdit de séjour aux États-Unis par l'administration Trump, nous rappelle que les géants des réseaux sociaux et les États qui les soutiennent ne voient pas d'un bon œil ces mesures et menacent de se retirer du marché européen. Le DSA est la première étape pour garantir protection, sécurité et un accès libre et fiable à l'information qui circule toujours plus vite sur la toile. Le pari européen est donc de réguler sans perdre l'accès aux services numériques.

Dywan Audouy, Clémentin Gayant, Kalina Milev
Lycée Institution de St-Malo (35)

Comment l'Europe régule-t-elle la désinformation ?

A l'ère de la désinformation, du deepfake, des scammer et autres pratiques trompeuses, l'Europe tente de se défendre et de s'organiser afin de protéger la population tout en laissant les données (non personnelles) circuler et en respectant la liberté d'expression.

Tout d'abord l'U.E a créé des instances, telles que l'Observatoire européen des médias numériques et DeFacto, chargées de surveiller, sensibiliser et réguler la désinformation et les données circulantes, actives dans toute l'U.E et financées par celle-ci.

Vient également le Service européen pour l'action extérieure qui veille au respect des lois, accords, traités, ainsi que le Digital Service Act, règlement européen, responsabilisant les plates-formes et visant à réguler les contenus illicites, dangereux ou haineux...

Le plus dur reste de définir la ligne entre désinformation et liberté d'expression, un exemple simple, la religion : comment différencier ce qui relève du culte, de la croyance ou de la désinformation ? La ligne est fine.

Ce qui entraîne des risques de dérives, soit trop de laxité et des contenus dangereux en libre circulation, soit une régulation trop rude et une entrave au droit fondamental de la liberté d'expression.

Je n'ai pas vraiment de réponse à vous offrir, mais, ce qui est certain c'est que je peux écrire et proposer cet article grâce à la liberté de la presse, alors préservons nos droits, nos libertés, faisons preuve d'esprit critique, la bataille n'est pas finie.

Olivia Machefer Thépault
Lycée Notre-Dame de Kerbertrand de Quimperlé (29)



Les fake news sont des nouvelles mensongères diffusées dans le but de manipuler ou de tromper le public.

Échange ERASMUS : des élèves briochins aux confins de l'Europe

Lorsque nous avons appris que quinze élèves de lycée Rabelais (spécialité HGGSP) partiraient en Lituanie grâce au programme ERASMUS, nous ne savions pas vraiment à quoi nous attendre.

Dès notre arrivée à Kretinga en avril 2025, nous avons été chaleureusement accueillis par nos correspondants. Les cours partagés, la visite du musée d'histoire et son jardin botanique, ainsi que la découverte

de l'ancienne base de missiles soviétiques de Plateliai, devenue musée de la guerre froide, ont rendu la vie en Lituanie concrète et vivante. À l'université de Klaipėda, nous avons aussi étudié la pollution de la

mer Baltique par les micro-plastiques. Les rencontres ont été au cœur du projet : le maire de Kretinga, les professeurs et les guides ont partagé avec nous leur vision de l'Europe, abordant mémoire, géopolitique, culture et traditions. Nous avons réussi à dépasser la retenue naturelle de nos correspondants et aborder librement tous les thèmes de leur quotidien.

protection de la réserve de la baie de Saint-Brieuc. Nos amis lituaniens sont rentrés avec une vision d'un autre pays européen, et d'une région empreinte de la culture celtique. Nous ne pouvions donc pas les laisser repartir sans leur faire découvrir les danses bretonnes et nos fameuses crêpes !

Ce projet ERASMUS était bien plus qu'un voyage : une expérience humaine forte, qui nous a permis de comprendre que l'Europe se construit avant tout par les rencontres et les échanges.

Un échange réciproque

En octobre, les lycéens Lituaniens sont venus à Saint-Brieuc. Nous leur avons offert la même immersion : visite de la ville, du Parlement de Bretagne, de la Maison de l'Europe ou encore du Mont-Saint-Michel. En plus de discussions sur la

Thélonie Sohier-Chateau
Lycée François Rabelais
de Saint-Brieuc (22)



Groupe français au complet.

Mme Blouin

Des lycéens rennais en Hongrie

Dans le cadre d'un projet Erasmus +, 24 élèves de première du lycée Victor et Hélène Basch (Rennes) ont séjourné à Budapest.

Nous avons accueilli nos correspondants hongrois du lycée Szinyei du 23 au 30 novembre 2025, puis nous sommes partis du 13 au 20 mars 2026 pour Budapest accompagnés de deux professeurs à l'initiative de ce projet Erasmus+. L'objectif est de créer des liens solides et durables entre des jeunes européens issus de pays très différents.

Mieux comprendre l'UE

Pour mieux connaître le fonctionnement des institutions européennes, nous avons eu la chance de participer à un jeu de rôle à l'Institut européen de Budapest qui nous a permis d'endosser le rôle de rapporteurs du Conseil de l'Europe et de parlementaires européens travaillant sur des questions d'actualité comme l'environnement, l'alimentation ou les usages d'internet.

L'importance des langues

Nous avons communiqué en anglais et en français dans les familles et au lycée pour les

activités et les sorties pédagogiques. Nous avons pris conscience de l'importance de la maîtrise des langues pour communiquer avec d'autres européens.

Les découvertes culturelles

Durant le séjour, nous avons découvert différents aspects de la culture hongroise : l'architecture baroque au château de Gödöllő, les lieux emblématiques de la ville de Budapest (Parlement, église St Mathias, avenue Andrassy, thermes Széchenyi, Pont des Chaînes...). Nous avons participé à des danses folkloriques animées par des danseurs et musiciens professionnels hongrois.

Assister aux cours dans le lycée hongrois était très intéressant : la décontraction des élèves et les rapports avec leurs professeurs étaient totalement différents de ce que l'on connaît en France.



Le groupe des premières.

photo personnelle

Lycée Victor et Hélène Basch
de Rennes (35)

La désinformation russe par l'intelligence artificielle en Europe

L'IA (intelligence artificielle) est un outil redoutable de désinformation, comme nous le prouve la Russie actuellement.

La désinformation est la diffusion volontaire de fausses informations pour tromper ou influencer. Aujourd'hui, en Europe, ce problème grandit, renforcé par l'apparition de l'IA et amplifié par l'ère des réseaux sociaux. Des pays tels que la Russie utilisent également cet instrument, à des fins géopolitiques, à travers différents réseaux comme Pravda.

Les Deepfakes

De nombreuses formes de désinformation par l'IA existent, mais la plus efficace et la plus présente sont les Deepfakes. Un Deepfake (ou hypertrucage) est un enregistrement vidéo ou audio réalisé ou modifié grâce à l'IA, généralement dans un but de désinformation politique. Cette forme de désinformation,

souvent représentée par des cas isolés, est également utilisée massivement par de grandes puissances mondiales telles que la Russie.

L'utilisation de l'IA dans la désinformation politique : l'exemple de Pravda, un des réseaux Pro-Kremlin

Entre septembre et décembre 2023, VIGINUM (le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères) a détecté et analysé l'activité d'un réseau de "portails d'information" numérique, qui diffuse des contenus pro-russes sur Internet en grande quantité.

Un des premiers écosystèmes de désinformation russe détecté par VIGINUM et un des principaux, est "PRAVDA"



Deepfake à propos du pape François. Il n'a jamais été vêtu de cette doudoune !

("vérité" en russe). Il est composé de plusieurs sites pour chaque pays ciblés (France, Allemagne, Autriche, Suisse, Pologne, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis), dont "pravda-fr[.]com" ou "pravda-de[.]com". Tous les pays ciblés ont publiquement affiché leur soutien à l'Ukraine suite à l'invasion russe.

Ces sites ne produisent aucun contenu original, ils relaient massivement celui de plateformes pro-russes telles que des agences de presse, des sites officiels d'institutions, d'acteurs locaux ou des comptes de réseaux sociaux (tel que Telegram).

Ainsi, ce réseau est en partie automatisé en reprenant des publications déjà existantes. Il utilise l'automatisation massive de partage de contenus pour publier jusqu'à 152 464 articles en moins de trois mois. Heureusement, l'automatisation est parfois peu rigoureuse, ce qui permet de déduire l'implication d'un acteur d'origine russe ou à minima russophone au sein du réseau.

Niel Loewenthal, Yohan Nivet
Lycée Brocéliande de Guer (56)

Le rôle de l'IA dans la désinformation

Tout d'abord, qu'est ce que l'intelligence artificielle ?

D'après le dictionnaire Oxford, « l'intelligence artificielle (IA) est considéré comme la capacité d'une machine ou d'un ordinateur à exposer ou simuler un comportement intelligent. »

Des utilisations nuisibles à la sécurité

Avec l'avènement récent des intelligences artificielles, le trucage d'informations devient de plus en plus accessible au grand public. Par exemple, après les attaques du Hamas le 7 octobre 2023. Depuis quelques années, les "deepfakes" ou hypertrucage (image, vidéo ou séquence audio modifiée ou fabriquée grâce à l'intelligence artificielle) sont de plus en plus présents sur Internet. Les bots et les fermes à trolls, de plus en plus facilement détectables, sont devancés par l'intelligence artificielle (IA). Dès lors, la production et la falsification de contenus s'industrialisent

à grande échelle. Ces contenus, réalistes et crédibles, sont produits en un temps record et avec un coût limité. Ils servent ensuite à animer une multitude de faux comptes sur les réseaux sociaux, laissant paraître une activité quasiment humaine

Au sein de l'UE

La Russie a mis en place un réseau d'influence pour diffuser de la désinformation en Europe via des médias d'État, des comptes anonymes et des relais locaux. Des organes comme Portal Kombat ciblent les audiences européennes en amplifiant des récits pro-Kremlin à travers l'infiltration d'IA chatbot comme ChatGPT et Claude. Allant même jusqu'à modifier des images de soldats et de hauts responsables russes grâce à des créateurs de deepfake. Moscou emploie également des hackers et des fermes à trolls pour infiltrer les



2023, un internaute de X a publié une photo de l'IA Midjourney mettant en scène Donald Trump se faisant arrêter par la police.

débats publics et manipuler l'opinion, en visant à discréditer des dirigeants européens et à alimenter des mouvements anti-UE et anti-OTAN. Ces opérations exploitent les failles démocratiques pour affaiblir la cohé-

sion européenne et saper la confiance dans les institutions.

Guillaume Vallée, Benjamin Schelcher, François Pelle
Lycée Brocéliande de Guer (56)

Le Mercosur au cœur des inquiétudes

Le traité va-t-il réellement peser sur l'agriculture européenne ?

L'union européenne (UE) est une organisation politique et économique unique au monde. Elle rassemble, aujourd'hui, 27 pays. Elle s'est progressivement développée pour favoriser la coopération économique, la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que la solidarité entre ses États membres. Cependant, l'alliance avec le Mercosur (Argentine, Uruguay, Paraguay, Brésil) ne séduit pas tout le monde pour de multiples raisons. Quels sont les avantages pointés par ceux favorables à l'alliance ? et les inconvénients par ceux qui sont contre ? C'est ce que nous allons essayer de comprendre dans cet article.

16 % des échanges mondiaux

L'union européenne, à elle seule, représente 16 % des échanges mondiaux (plus que la Chine et les États-Unis). Les



Slogans contre le Mercosur.

exportations françaises vers l'UE représentent 390 milliards d'euros par an, soit plus de la moitié de son commerce extérieur. Dans un monde où les États-Unis sont de plus en plus protectionnistes, où l'offensive chinoise pour conquérir de nouveaux marchés est sans précédent, l'UE s'est lancée dans une course effrénée aux traités de libre-échange. L'alliance entre l'UE et le Mercosur y rentre ainsi. Le conseil Européen a, par conséquent, donné son feu vert à la signature de l'accord global de partenariat et de commerce. Toutefois, les avis divergent, beaucoup sont sceptiques à l'idée d'être rattachés à ce bloc commercial. En

effet, cette alliance consiste à relier les pays du Mercosur afin de créer un espace de libre circulation des services et des biens. Cela permet de réduire les droits de douane et de faire, ainsi, des économies.

Le monde agricole inquiet

Problème, les agriculteurs redoutent de voir déferler sur le marché des produits à bas prix. Des agriculteurs de l'Aveyron ont récemment découvert les prix et ont donc peur d'une concurrence féroce des prix. Les prix, là-bas, sont bien moindres, ce qui entraînerait une perte de compétitivité. Cependant, la différence entre

la viande consommée en France et celle importée est frappante. Environ 100 000 tonnes de viande seront importées depuis le Mercosur contre 1,5 millions consommée chaque année. On peut donc considérer cette part comme négligeable. Par ailleurs, les droits de douane du Mercosur seront, quant à eux, progressivement éliminés dans plusieurs secteurs. Les exportations européennes de voitures, vêtements/textiles et chaussures en cuir, aujourd'hui taxées à 35 %, passeront à zéro droit de douane avec l'accord. Les spiritueux, taxés de 20 à 35 %, et le vin (27 %) seront également exemptés de toute taxe douanière après une période de transition. Tout ceci permettra de faire des économies.

Augustin Guillemot, Swann Caro
Lycée Brocéliande de Guer (56)

La désinformation arme politique en Serbie

La liberté d'expression en Serbie est plus que jamais menacée par le gouvernement.

L'ONG Reporter Sans Frontière, lors de son classement annuel des pays du monde entier en matière de pluralisme et de liberté médiatique, a placé la Serbie 96^e sur 180 en 2025. Bien que des mesures aient été mises en place pour la sécurité des journalistes comme un numéro d'urgence, l'insécurité demeure et les journalistes ne se sentent pas protégés. Depuis 2023, la Constitution serbe comporte un règlement sur la liberté de la presse mais les impacts sont encore à revoir. Des affaires de piratages ont été constatées sur des téléphones de journalistes anti-gouvernement. On note l'assassinat d'un journaliste, Slavko Curuvija en 1999, tandis que la justice biaise son jugement dans toutes les affaires en défaveur de l'Etat.

Sur la *Radio Télé Suisse*, un journaliste du média N1 déclare : « Il arrive souvent que des hooligans pro-régime nous



Le journaliste Slavko Curuvija assassiné en 1999.

lancent des pierres, des bouilles ou des cailloux, sans que la police ne fasse rien pour nous protéger ». Le président Aleksander Vucic qualifie régulièrement les journalistes indépendants de "mercenaires" et "terroristes".

Concentration et contrôle...

Ce qui est inquiétant, c'est la concentration des médias et leur contrôle. Le gouvernement a décidé d'autoriser la diffusion du média "Russia Today" dont la Serbie possède une sous-traitance à Belgrade.

On constate une opacité concernant les dossiers publics, les autorités restreignent leur accès. Ce qui complique les investigations et entraîne un cercle vicieux : les journaux pro-gouvernement filtrent leur contenu à leur avantage. Et les journaux indépendants peinent à faire savoir la vérité.

La question de la désinformation est cruciale alors que le Serbie est candidate à l'entrée dans l'Union européenne, depuis 2012.

Sacha Borde
Lycée Sévigné
de Cesson-Sévigné (35)

Association pour le développement du Journal des Lycées

10 rue du Breil
35051 Rennes Cedex
Tél. 02 99 32 67 47
jdl@journaldeslycees.fr

Journaliste référent Ouest-France :
Edouard MARET



Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne

10 place du Parlement de Bretagne
35000 Rennes
Tél. 02 99 79 57 08

Directeur de la publication :
Michel DORIN

Responsables de la rédaction :
Magali POTIER
Youenn LOUEDEC DEBROISE

Imprimerie Média Graphic
35000 Rennes - SIREN : 320 281 447
Papier : 90g couché demi-mat 100% PEFC



SpriMUN 2026 : la Maison de l'Europe, partenaire de la diplomatie de demain

La Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne - centre EUROPE DIRECT était partenaire de la nouvelle édition de simulation de diplomatie à Sciences Po Rennes.

Du 19 au 21 mars 2026, Sciences Po Rennes a accueilli la 12e édition du SprimUN, simulation des Nations Unies réunissant plus de 80 participants venus débattre de crises mondiales sous la devise « Diplomacy made in Brittany ». Pendant trois jours, lycéens et étudiants se sont glissés dans la peau de diplomates pour affronter certains des défis les plus complexes de notre époque, encadrés par les 18 étudiants organisateurs de Sciences Po Rennes.

Des journées rythmées

Trois comités aux enjeux brûlants ont rythmé cette édition. Le premier invitait les participants à explorer les ressorts de la diplomatie sportive à travers le comité de la FIFA, un levier



Monsieur Twidle avec l'équipe d'organisation et les partenaires de l'événement.

souvent sous-estimé dans les relations internationales. Le deuxième plongeait les délégués dans un débat délicat autour de la notion de réfugié climatique, à la croisée du droit international et de l'urgence environnementale au sein du Conseil européen. Enfin, le comité le plus avancé a confronté les futurs diplomates à la crise humanitaire et politique au Yémen au sein du conseil de sécurité des Nations-Unies, exigeant autant de rigueur analytique que de

sens de la négociation.

Un partenariat dynamique

C'est dans ce contexte exigeant que la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne s'est distinguée comme un partenaire de premier plan. En appui sur la communication de l'événement, elle a également conçu et animé des ateliers ice breaker en amont des simulations, mêlant jeux ludiques et culture européenne. Au programme : une grande

carte de l'Europe sur laquelle les participants devaient notamment retrouver les capitales, ainsi qu'un bingo aux accents européens. Ces moments de jeu ont permis aux délégués de faire connaissance dans une ambiance chaleureuse et de tisser des liens avant le début des simulations officielles.

Lors de la cérémonie d'ouverture, qui a réuni plus de 200 personnes à l'Hôtel de Rennes Métropole, Patrick Twidle, vice-président chargé des relations avec les partenaires éducatifs de la Maison de l'Europe, a pris la parole pour saluer l'engagement des jeunes organisateurs et l'ambition éducative du projet.

L'équipe du SprimUN 2026

L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE À PORTÉE DE MAIN

Rejoins-nous sur Instagram!

Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne
Centre EUROPE DIRECT
Actions de sensibilisation à l'Union européenne
Ode to Joy - Royal Symphony Orchestra
Suiv(e) par saracahne.debrotohoude...
Envoyer un... Contacts

Maison de l'Europe
Rennes - Haute Bretagne

EUROPE DIRECT
Rennes - Bretagne

ouest france

**OFFRE -25 ANS
L'INFO A UN PRIX
SAUF POUR TOI !**

ACCÈS ILLIMITÉ À TOUS LES CONTENUS NUMÉRIQUES

**TOTALEMENT GRATUIT
SANS AUCUN ENGAGEMENT
JUSQU'À TES 25 ANS !**

FLASHE LE QR CODE